

4

Comment les inégalités de revenu affectent-elles nos vies ?

Les inégalités affectent les économies et les sociétés, et d'après un nombre croissant de données, elles peuvent aussi nuire à la croissance lorsqu'elles sont excessives. Certains craignent également que les inégalités ne réduisent l'accès à l'éducation et la mobilité sociale.

Thèmes clés

En 2012, Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, exerçait une partie des *stock-options* qu'il détenait dans son entreprise de réseau social. Ce faisant, il confortait sa position parmi les « super riches », ce qui amenait Scott Winship, alors chercheur à la Brookings Institution, à poser cette question rhétorique : « En quoi l'Américain moyen s'en sortirait-il mieux si [...] Zuckerberg ne pouvait pas exercer ses *options* ? »

Cette question est au cœur d'un enjeu essentiel des inégalités économiques. Si quelques-uns s'enrichissent, les perspectives économiques de tous les autres en sont-elles améliorées ou amoindries ? Et nos sociétés en deviennent-elles des lieux où il fait moins bon vivre ? Ces questions ne sont pas nouvelles. Dans *La République*, il y a plus de 2 300 ans, Platon écrivait à propos de ce qui arrive lorsqu'une société est gouvernée par ses élites : « Il y a nécessité qu'une pareille cité ne soit pas une mais double, celle des pauvres et celle des riches, qui habitent le même sol et conspirent sans cesse les uns contre les autres. »

Les économistes s'intéressent depuis longtemps à la relation entre la croissance et les inégalités, et plusieurs **théories** marquantes ont porté sur cette notion importante. Pour la plupart d'entre nous, cependant, la question peut se résumer ainsi : ***l'augmentation des inégalités est-elle bonne ou mauvaise pour la croissance*** ? Les uns pensent qu'elle est bonne pour la croissance, ou à tout le moins qu'elle est nécessaire, parce qu'elle stimule les entrepreneurs et constitue une source d'investissement pour l'économie. Les autres y voient au contraire une mauvaise chose : les plus pauvres peuvent être dissuadés d'investir dans leur propre éducation, tandis que les riches sont encouragés à s'emparer d'une plus grosse part du « gâteau économique », sans que la taille de ce gâteau n'augmente.

Les effets des inégalités croissantes sur nos sociétés soulèvent aussi des inquiétudes. « Le contrat social commence de se défaire dans de nombreux pays, a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría. Les doutes et les craintes de régression et d'exclusion

sociales touchent les classes moyennes dans de nombreuses sociétés. »

Les inégalités constituent également un enjeu clé en termes d'**éducation**. L'éducation peut offrir des opportunités à des gens de tous les milieux, et jouer un rôle puissant dans ce domaine, mais elle peut aussi renforcer les divisions économiques existant déjà dans la société. Comme l'a montré l'enquête Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE, les systèmes éducatifs de certains pays parviennent bien mieux que d'autres à aider les étudiants de familles pauvres à faire de brillantes études. Les inégalités ont d'autres effets sur nos **sociétés** : notamment, elles réduisent la mobilité sociale et, selon certains, favorisent la délinquance et ont des effets néfastes sur la santé.

4.1. Théories : ce que les économistes pensent des inégalités

Le niveau de développement d'un pays permet-il de déterminer son niveau d'inégalités ? Les économistes s'intéressent depuis longtemps à cette question. Selon Simon Kuznets, économiste américain d'origine russe né au début du xx^e siècle, qui compte parmi les théoriciens les plus connus dans ce domaine, les inégalités suivent une trajectoire naturelle à partir du moment où les économies délaissent l'agriculture.

L'hypothèse de Kuznets

Pour Kuznets, il y a peu d'inégalités dans les sociétés préindustrielles, où la plupart des gens vivent au niveau du seuil de subsistance. Mais les écarts commencent à se creuser au début de l'industrialisation en raison de l'augmentation des revenus des ouvriers par rapport à ceux des agriculteurs, et ces écarts continuent à s'accroître avec l'apparition d'une spécialisation croissante parmi les ouvriers. Ensuite, soutient Kuznets, les écarts se mettent à diminuer quand l'État commence à percevoir davantage d'impôts et à les distribuer sous la forme de prestations.

L'hypothèse de Kuznets, comme on l'a surnommée, a eu une grande influence au xx^e siècle, et la représentation graphique qu'elle a donnée des inégalités – un U inversé – semblait correspondre raisonnablement bien aux faits. Toutefois, elle s'est avérée moins probante ces dernières années. La courbe des inégalités, au lieu de chuter après avoir crû, suit maintenant une trajectoire qui a davantage la forme d'un U : partant d'un niveau élevé au début du xx^e siècle, elle a chuté au milieu du siècle, mais s'est remise à croître depuis les années 70.

L'erreur apparente de l'hypothèse de Kuznets traduit un autre problème rencontré par les économistes en quête du lien existant entre inégalités et croissance : s'il y en a un, ce lien ne semble pas être direct. S'il l'était, il serait possible – du moins en théorie – de déterminer le taux de croissance d'un pays à partir de son niveau d'inégalités.

Une relation complexe et dynamique

On peut également examiner la relation inégalités-croissance du point de vue inverse : les inégalités influent-elles sur la croissance, et si oui, comment ? L'économiste Richard B. Freeman, de Harvard, fait partie de ceux qui le pensent. Selon lui, les inégalités sont bonnes pour la croissance, jusqu'à un certain point. Mais passé ce point, le creusement des inégalités signifie une baisse de la croissance. « Les rares personnes qui ont les compétences ou l'expérience nécessaires pour se disputer les postes les plus élevés travaillent d'arrache-pied, tandis que tous les autres font peu d'efforts parce qu'elles n'ont que peu de chances, voire aucune, d'arriver au sommet. » Avancer cet argument revient à se faire l'avocat d'un niveau d'inégalités « optimal » – le « niveau parfait d'inégalités », comme certains l'ont appelé –, c'est-à-dire ni trop ni trop peu.

Ce type d'arguments est révélateur de la complexité du lien entre les inégalités et la croissance. Cette relation est non seulement dynamique, elle est aussi – d'après de nombreux économistes – déterminée par la « structure » des inégalités propre à chaque société. Les inégalités peuvent en effet avoir différentes structures : certaines sociétés sont scindées entre une élite riche et tout le reste

de la population, quand d'autres comptent un nombre relativement faible de riches et de pauvres mais une vaste classe moyenne. Selon la chercheuse Sarah Voitchovsky, de telles variations peuvent déterminer la relation inégalités-croissance pour deux grandes raisons. Tout d'abord, les inégalités peuvent influencer sur le *comportement* des différentes catégories de revenus. Ensuite, elles peuvent influencer sur les *interactions* entre les différents groupes sociaux.

Les inégalités peuvent influencer sur les **comportements** des catégories de revenus :

- Si les **pauvres** sont très nombreux, la croissance économique peut souffrir de leur incapacité à investir dans leur propre éducation ainsi que de leur niveau de santé plus faible, entre autres facteurs.
- Si les inégalités « pressurent » les **classes moyennes**, cela peut réduire leur demande de biens et de services.
- Si les inégalités signifient une hausse des revenus des **riches**, ceux-ci peuvent épargner davantage, les banques peuvent utiliser cette épargne pour accorder plus de prêts, d'où davantage d'investissements dans l'économie. Mais les riches peuvent aussi user de leur pouvoir économique pour exercer des pressions contre les politiques contraires à leurs intérêts, comme les investissements dans la santé et l'éducation publiques.

Les inégalités peuvent aussi influencer sur les **interactions** entre les différentes catégories de revenus :

- **Lien de confiance** : Des niveaux élevés d'inégalités seront probablement associés à une confiance moindre, ce qui peut nuire aux affaires en imposant des « coûts de transaction » plus élevés. Par exemple, si une entreprise et un client se font mutuellement confiance, ils en viendront plus facilement à s'entendre sans avoir à dépenser des fortunes en avis juridiques et en contrats.
- **Capital social** : Dans une société inégalitaire, le réseau de relations sociales des individus (leur capital social) peut être restreint à leur groupe de revenus et, partant, ne pas être en mesure de les aider à trouver du travail. De même, les groupes

privilegiés peuvent utiliser leurs réseaux sociaux pour exclure les « outsiders » des opportunités économiques.

- ▶ **Troubles sociaux** : Des écarts de richesse importants peuvent être associés à des conflits sociaux, ainsi qu'à des dépenses de sécurité plus élevées pour les entreprises comme pour les gouvernements.
- ▶ **Instabilité** : Le consensus politique peut être difficile à atteindre dans les sociétés où les niveaux d'inégalités sont élevés, ce qui peut entraîner des changements politiques brusques ou se traduire par des gouvernements servant les intérêts de leurs partisans aux dépens du bien commun.

Ce cadre d'analyse peut être utile lorsqu'on essaie de comprendre la façon dont est débattue la relation entre les inégalités et la croissance dans le monde « réel », où la discussion a tendance à se résumer à la question : Les inégalités sont-elles bonnes ou mauvaises pour la croissance ?

4.2. Économie : les inégalités sont-elles bonnes ou mauvaises pour la croissance ?

Les inégalités de revenu favorisent-elles la croissance ou, au contraire, lui sont-elles préjudiciables ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que ces inégalités se creusent. Sont-elles, comme certains le prétendent, un mal nécessaire qu'il faut tolérer dans l'intérêt de la croissance ? Ou constituent-elles, en soi, un obstacle à la croissance ? Voici certains des principaux arguments avancés par les deux camps.

Les inégalités sont bonnes pour la croissance...

La façon la plus évidente dont les inégalités stimulent la croissance tient sans doute à ce qu'elles permettent aux entrepreneurs – comme Steve Jobs (Apple) ou Cher Wang (HTC) – de jouir des bénéfices que leur procurent les risques qu'ils prennent. « Imaginez une société où règnerait une égalité économique parfaite », écrit l'économiste Greg Mankiw, de Harvard. Un entrepreneur arrive un jour avec un nouveau produit. « Chacun veut l'acheter. Et chacun débourse, disons, 100 dollars. La transaction est

un échange volontaire, ce qui signifie que l'acheteur comme le vendeur doit y trouver son compte. Mais comme il y a de nombreux acheteurs et un seul vendeur, la distribution du bien-être économique est maintenant extrêmement inégale. Le nouveau produit a rendu l'entrepreneur beaucoup plus riche que tout le monde. »

La société en question, poursuit le professeur Mankiw, est ensuite confrontée à une série de choix de nature autant économique que politique. Doit-elle imposer lourdement l'entrepreneur afin de limiter les inégalités de revenu, ce qui cependant pourrait aussi réduire ses incitations à innover ? Ou vaut-il mieux ne pas intervenir et encourager ainsi d'autres entrepreneurs à prendre des risques similaires, ce qui peut procurer des bénéfices à quiconque pourra tirer parti de ces nouveaux produits et services ?

Les partisans de la seconde option – fiscalité légère et redistribution relativement faible – font valoir deux arguments. Premièrement, lorsqu'on permet aux individus d'accumuler de la richesse, ils deviennent des sources d'investissement pour l'économie. Évoquant la montée des inégalités en Europe avant la Première Guerre mondiale, J.M. Keynes soulignait que si les riches avaient gaspillé leur argent pour leur plaisir, « le monde aurait, il y a longtemps, trouvé un tel régime insupportable. Mais comme des abeilles, ils ont épargné et accumulé, non moins dans l'intérêt de toute la communauté... »

Le deuxième argument, popularisé dans les années 70 par l'économiste américain Arthur Okun, est qu'il peut y avoir un arbitrage à faire entre les inégalités et l'efficacité économique. Autrement dit, au-delà d'un certain point, réduire les inégalités peut amener la société à utiliser ses ressources économiques de façon moins efficace qu'elle ne pourrait le faire. Selon une formule devenue célèbre, Okun a avancé que l'argent pris aux riches par le biais de la fiscalité « doit être transporté [...] dans un seau percé. Une partie de l'argent disparaîtra tout simplement en chemin, de sorte que les pauvres ne recevront pas tout l'argent qui a été pris aux riches. »

Les inégalités sont mauvaises pour la croissance...

L'idée d'un arbitrage entre les inégalités et l'efficacité économique est cependant de plus en plus critiquée, et, selon un nombre croissant de données (provenant de l'OCDE et du FMI, notamment), des inégalités excessives nuisent à la croissance. Des recherches récentes de l'OCDE montrent que l'impact peut être considérable. On estime que l'augmentation moyenne des inégalités de 3 points de Gini survenue dans la zone de l'OCDE ces deux dernières décennies a réduit le PIB d'environ 8.5 %.

Approfondissement – Essentiels : Si une grande partie de la population est incapable d'investir dans ses compétences, c'est une mauvaise nouvelle pour l'économie, explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1VR>.

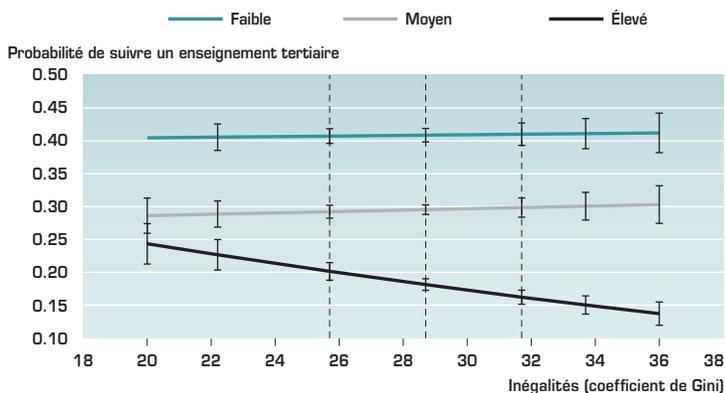
Que se passe-t-il au juste ? De nombreuses théories ont été avancées pour expliquer que les inégalités sont préjudiciables à la croissance (voir ci-dessous). Les recherches de l'OCDE se sont concentrées sur l'une d'elles en particulier : lorsque les écarts de richesse se creusent, les familles à faible revenu investissent moins dans l'éducation et les compétences. Cela nuit probablement à la croissance en réduisant le nombre de travailleurs qualifiés – et dont la productivité est plus élevée – auxquels peut recourir l'économie.

Le graphique ci-dessous illustre l'effet des inégalités sur le capital humain en comparant les compétences en matière de maîtrise des chiffres (numératie) de personnes issues de trois milieux différents : niveau d'instruction des parents faible, moyen ou élevé. Le niveau d'instruction des parents (NIP) représente ici le statut socioéconomique : les trois groupes correspondent donc à des groupes sociaux familiaux – personnes aisées, à revenu moyen et plus pauvres. Comme le montre le graphique, l'augmentation des inégalités a peu d'effet sur les compétences en numératie des personnes issues de milieux aisés ou à revenu moyen. En revanche, on note un recul marqué chez les plus pauvres.

Cet effet ne se fait pas seulement sentir sur les compétences en mathématiques. Il s'exerce aussi sur la durée des études et le temps

Données : Les compétences en numératie des personnes pauvres diminuent avec l'augmentation des inégalités.

Score moyen en maîtrise des chiffres en fonction du niveau d'instruction des parents (NIP)



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933207742>.

passé à travailler. Ainsi, le nombre de personnes issues de familles aisées ou à revenu moyen qui obtiennent un diplôme universitaire – tout comme la façon dont elles s'en sortent sur le marché du travail – est peu affecté par l'augmentation des inégalités. Ce n'est pas le cas des personnes issues de milieux plus pauvres : à mesure que les inégalités se creusent, elles ont moins de chances d'obtenir un diplôme universitaire et plus de chances de subir des périodes de chômage.

D'autres recherches confortent l'idée qu'aucun arbitrage n'est nécessaire entre égalité et vigueur de l'économie. Selon les économistes Andrew Berg et Jonathan Ostry, du FMI, si l'on considère le long terme, l'égalité « s'avère un facteur important d'une croissance durable ». Plusieurs raisons peuvent expliquer, selon eux, qu'un écart croissant entre les riches et les pauvres nuise à la croissance, et notamment l'instabilité politique et sociale qui peut en résulter, car cette instabilité est susceptible de décourager l'investissement. Les divisions qu'alimentent les inégalités au sein

de la société peuvent également compliquer la tâche des gouvernements qui tentent de dégager le consensus social nécessaire pour faire face aux crises économiques et financières.

Approfondissement – OCDE : Le **Chapitre 2** de *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous* (OCDE, 2015) analyse l'impact des inégalités sur la croissance, <http://10.1787/9789264235519-5-fr>.

Certains ont également établi un lien entre inégalités élevées et recherche de rente, c'est-à-dire « les efforts effectués pour obtenir une part du gâteau plus grande plutôt que pour accroître la taille de ce gâteau », selon la définition qu'en donne l'économiste Joseph E. Stiglitz. Cela peut toucher la sphère politique, que le régime soit démocratique ou autoritaire. Dans les démocraties, des individus fortunés peuvent utiliser leur capacité à financer les partis politiques de façon à exercer à leur profit une influence sur les politiques ; dans les systèmes autoritaires, explique Simon Johnson, économiste passé par le FMI, « les gouvernements et leurs alliés du secteur privé constituent une oligarchie soudée – et le plus souvent *comme il faut* – qui tend à gérer le pays à la manière d'une entreprise à but lucratif dont ils seraient les actionnaires dominants ». De telles tensions sont connues depuis longtemps. « Nous pouvons avoir la démocratie ou une grande richesse concentrée entre les mains d'un petit nombre, mais nous ne pouvons pas avoir les deux », affirmait il y a près d'un siècle le juge Louis D. Brandeis.

La recherche de rente peut aussi se manifester dans le secteur privé : un bon exemple en est l'augmentation considérable des salaires et des primes des hauts dirigeants des grandes entreprises et des institutions financières (voir **Section 3.6**), surtout dans les pays anglophones, qui, selon certains, sont de plus en plus coupés des performances réelles de ces organisations.

L'augmentation des inégalités peut aussi avoir sur l'économie des effets tels que la demande globale des classes moyennes en biens de consommation en est réduite, et elle peut même alimenter une crise de la dette. Par exemple, il arrive que les hauts revenus aient des surplus de richesse importants qu'ils doivent trouver des moyens d'investir. Après tout, selon l'économiste de la Banque

mondiale Branko Milanović, « il y a une limite au nombre de bouteilles de Dom Pérignon qu'on peut boire et de costumes Armani qu'on peut porter ». Selon lui, c'est précisément ce qui est arrivé pendant que couvait la crise financière : « Submergé par autant de fonds [...], le secteur financier est devenu de plus en plus imprudent, confiant l'argent à quiconque voudrait bien le prendre. » Le revers de la médaille, ajoute-t-il, c'est que les bas salaires ont profité des largesses des banques pour emprunter des sommes qu'ils ne pouvaient pas rembourser, alimentant ainsi une crise de la dette.

4.3. Éducation : réduction et renforcement des inégalités

La plupart des pays de l'OCDE offrent d'importantes possibilités d'éducation à tous leurs ressortissants, quel que soit leur revenu. Mais si les systèmes éducatifs peuvent être un facteur de mobilité sociale (voir [Section 4.4](#)), ils peuvent également reproduire et renforcer les tendances de la distribution de la richesse dans la société. En moyenne, dans la plupart des pays, les enfants issus de familles de la classe moyenne ou de familles aisées s'en sortent mieux à l'école, sont plus susceptibles d'aller à l'université et, finalement, gagnent davantage une fois adultes.

Les familles plus riches peuvent investir davantage

Certaines différences de possibilités d'apprentissage tiennent à des raisons étrangères au système éducatif formel, et l'on peut penser qu'elles s'accroissent lorsque les inégalités de revenu augmentent. Parfois, les causes sont même antérieures à la naissance, lorsque le développement du fœtus est affecté par l'état de santé de la mère ou l'accès insuffisant à une bonne alimentation. Et beaucoup des avantages liés au fait de venir d'une famille riche perdurent tout au long de la vie de l'enfant. Par exemple, on constate un écart croissant entre parents riches et parents pauvres pour ce qui est de l'investissement dans les activités d'« enrichissement » – achats de livres, services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants, activités extrascolaires.

Approfondissement – Essentiels : Il n'est jamais trop tôt pour se lancer dans la foire d'empoigne ! Pourquoi ? Voir le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1ws>.

Selon le chercheur Miles Corak, depuis le milieu des années 70, ces dépenses d'« enrichissement » ont augmenté d'un peu plus de 55 % chez les familles américaines des deux déciles inférieurs de l'échelle des revenus, pour atteindre 1 300 dollars par enfant au milieu des années 2000. Chez celles des deux déciles supérieurs, en revanche, elles se sont accrues de 155 %, atteignant 9 000 dollars par enfant. Beaucoup estiment que cet investissement précoce, associé à d'autres avantages liés au fait de venir d'une famille aisée – investissement plus grand dans l'éducation formelle et relations sociales utiles plus tard dans la vie, par exemple –, accroît l'écart existant entre les riches et les pauvres en matière d'éducation.

Des divisions sociales dans la classe

Les systèmes éducatifs peuvent, eux aussi, renforcer les inégalités sociales en offrant aux enfants de familles désavantagées un enseignement d'une qualité moindre ou un éventail d'options plus restreint. Par exemple, les écoles comptant un grand nombre d'enfants défavorisés ont en général plus de difficulté à attirer des enseignants qualifiés, alors que – mais peut-être est-ce plutôt *parce que* – former ce type d'enfants pose souvent des défis plus grands.

Et dans de nombreux pays, les enfants venant de milieux sociaux différents sont en fait éduqués séparément. Et ce, bien que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE ait montré que mélanger des enfants de différents milieux sociaux, et dotés de capacités différentes, tend à accroître la performance globale sans pour autant affecter celle des élèves les plus forts. Une telle ségrégation peut tenir au fait que la plupart des écoles couvrent en général une zone géographique donnée. Mais elle peut aussi résulter de ce que les élèves sont répartis dans différentes classes en fonction de leurs capacités, les élèves plus faibles étant plus susceptibles de venir de milieux défavorisés.

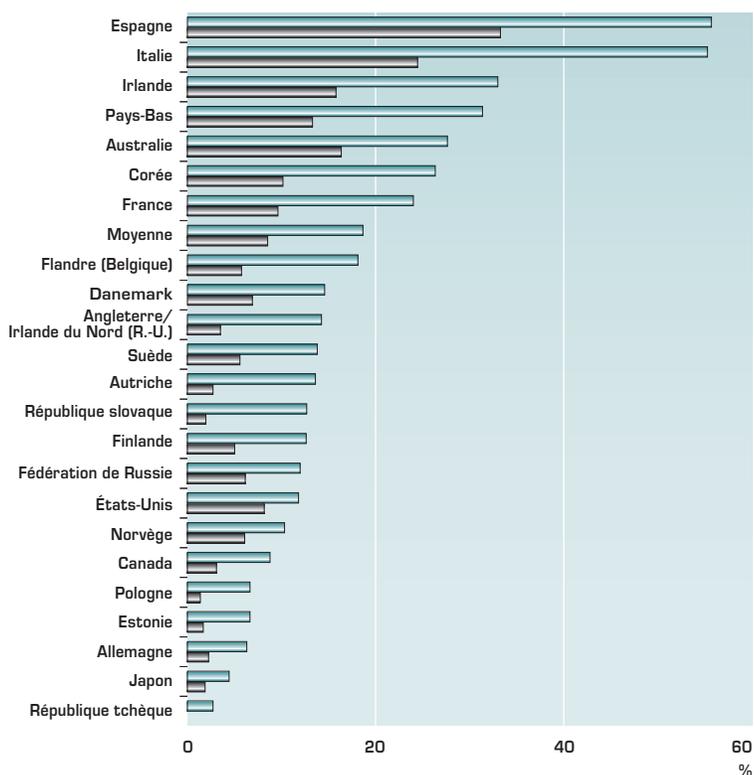
Quelles qu'en soient les causes, les résultats de l'enquête PISA, qui évalue les performances des élèves âgés de 15 ans dans une

Données : Les jeunes dont les parents n'ont pas complété le secondaire sont sous-représentés au niveau universitaire, signe que les inégalités d'accès à l'éducation persistent d'une génération à l'autre.

Participation à l'enseignement tertiaire des étudiants dont les parents ont un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire (2012)

 Pourcentage de parents ayant un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire dans la population totale des parents

 Pourcentage d'étudiants (âgés de 20 à 34 ans) suivant une formation tertiaire dont les parents ont un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire



Source: OCDE (2014), *Regards sur l'éducation 2014*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933115654>.

soixantaine de pays à travers le monde, montrent clairement l'impact du milieu social sur les élèves. Selon l'évaluation PISA 2012, dans les pays de l'OCDE, les élèves de familles aisées ont presque un an d'avance en mathématiques par rapport aux élèves de familles plus pauvres.

Approfondissement – OCDE : Les conclusions de l'enquête PISA 2012 sur les inégalités et l'équité en matière d'éducation sont détaillées dans *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence* (OCDE, 2012), <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205321-fr>.

Qui va à l'université ?

Le milieu social pèse de toute évidence dans l'accès à l'université. Par exemple, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les enfants dont les parents ne sont pas allés à l'université sont eux-mêmes moins susceptibles d'accéder à l'enseignement supérieur. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le pourcentage de jeunes issus de familles ayant un faible niveau d'instruction est environ deux fois moins important à l'université qu'il ne le serait si les groupes sociaux y étaient représentés proportionnellement.

Surmonter les inégalités

Cependant, il est frappant de constater que certains pays et certains systèmes éducatifs réussissent bien mieux que d'autres à minimiser l'impact des différences sociales sur l'éducation (voir [Section 5.2](#)). L'évaluation PISA 2012 révèle que, dans la zone de l'OCDE, environ 6 % des élèves sont « résilients », c'est-à-dire qu'ils ont surmonté leur désavantage social et obtenu de bons scores aux tests. Mais cette proportion d'élèves résilients était au moins deux fois plus grande dans certains pays, en particulier en Asie de l'Est. Comme le suggèrent ces résultats, appliquer les bonnes politiques contribue beaucoup à réduire l'impact du milieu social sur l'éducation.

4.4. Société : quand les inégalités entravent les individus

Beaucoup de gens craignent que les inégalités n'aient un effet toxique sur la société et n'en fassent un lieu où il fait moins bon vivre, non seulement pour les pauvres, mais aussi pour les riches. Ces craintes traduisent plusieurs phénomènes. Tout d'abord, les inégalités réduisent la mobilité sociale : il est plus difficile de gravir l'échelle économique lorsque l'écart entre les barreaux augmente de plus en plus. Autre dimension, il est possible que les inégalités affectent le bien-être des gens, dans toutes ses dimensions, de leur santé jusqu'à leur bonheur.

Retour vers... Gatsby le Magnifique

Les avantages économiques se transmettent de génération en génération ; le constat n'a rien de surprenant. Mais des recherches récentes nous révèlent combien de temps ces avantages peuvent perdurer : cela peut aller au moins jusqu'à cinq cents ans. Des chercheurs de la London School of Economics ont en effet découvert que des étudiants portant des patronymes tels que Baskerville et Mandeville, dont les origines remontent aux Normands qui ont envahi l'Angleterre au xi^e siècle, ont fréquenté les universités les plus sélectes du pays, Oxford et Cambridge, sans discontinuer pendant environ huit siècles. À l'inverse, les étudiants portant des noms dont le statut est « inférieur » y ont été inscrits de façon beaucoup moins continue. Le phénomène ne touche pas seulement le Royaume-Uni. Comme l'a montré l'économiste Gregory Clark, des structures de classes rigides se perpétuent dans des sociétés aussi différentes que le Japon, les États-Unis et même la Chine.

Ces avantages intergénérationnels durent-ils plus longtemps dans les sociétés plus inégalitaires ? Certains chercheurs sont de cet avis et, pour l'étayer, renvoient à un travail de recherche dont le titre évoque une époque où les inégalités prospéraient, les années 20. La « courbe de Gatsby le magnifique », d'après le roman publié par F. Scott Fitzgerald en 1925, compare les inégalités avec la mobilité sociale dans un certain nombre de pays riches. Quelles indications peut-on en tirer ? Dans les sociétés plus inégalitaires, les individus sont moins susceptibles de quitter la place qu'ils occupent dans

l'échelle des revenus – pour gravir ou dévaler cette échelle –, en particulier s'ils se trouvent dans les deux déciles inférieurs ou les deux déciles supérieurs. En somme, si vous étiez vraiment riche à la naissance, ou vraiment pauvre, il y a de bonnes chances que vous le restiez. Il en résulte, selon un rapport de l'OCDE que « la hausse des inégalités [...] peut casser l'ascenseur social et rendre plus difficile la juste rétribution des individus talentueux et travailleurs ».

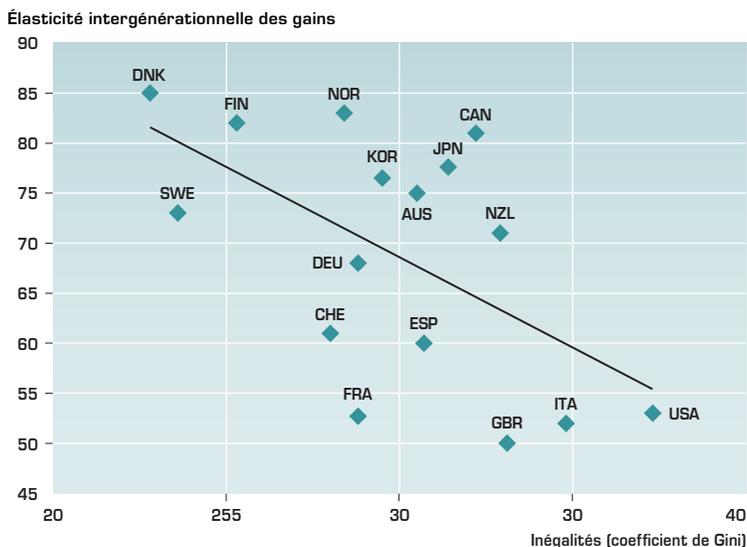
Ce travail de recherche n'est cependant pas à l'abri des critiques. En premier lieu, on rencontre de gros problèmes de données au niveau national lorsqu'on veut produire des statistiques sur la mobilité ; il en va de même, au niveau international, pour obtenir des chiffres comparables entre les pays. Et tant de facteurs sont à l'œuvre dans ce domaine que découvrir une corrélation n'implique pas qu'il y ait un lien de causalité. Par exemple, les taux de mobilité sociale sont relativement élevés dans de nombreux pays nordiques, mais cela peut venir en partie de ce que ces sociétés ont historiquement été assez homogènes, d'où un impact sans doute moins marqué d'obstacles tels que l'origine ethnique qui peuvent nuire à la mobilité sociale dans d'autres pays.

Comment va la vie ?

Qu'en est-il de l'impact des inégalités sur les autres aspects de nos vies ? L'OCDE s'intéresse, dans le cadre de son projet intitulé *Comment va la vie ?*, à certaines de ces questions touchant au bien-être et à la qualité de la vie. Les inégalités peuvent affecter le bien-être des gens de plusieurs façons spécifiques, ainsi que l'OCDE l'a analysé, par exemple en alimentant la délinquance. « Les inégalités semblent jouer un rôle central, les personnes défavorisées ayant plus de probabilités de commettre des actes de délinquance et d'être victimes », lit-on dans *Comment va la vie ? 2013*. Et il se peut même qu'il y ait aussi une corrélation générale entre le bien-être global et les inégalités : « il existe une corrélation positive entre le bien-être global et de faibles écarts socioéconomiques en matière de bien-être, mesurés d'après les inégalités de revenu et de niveau d'instruction ».

Données : Des graphiques tels que celui-ci – similaire à la « courbe de Gatsby le magnifique » – suggèrent que les pays caractérisés par des niveaux d'inégalités relativement élevés ont des taux de mobilité sociale plus faibles.

Inégalités et mobilité (élasticité intergénérationnelle des gains)
dans certains pays de l'OCDE



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933207806>.

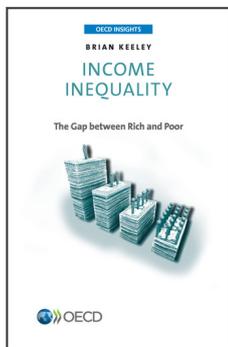
De vifs débats

Il n'est pas évident d'établir un lien entre les inégalités et des problèmes sociaux spécifiques, entre autres parce que l'impact des inégalités et l'impact de la pauvreté sont parfois difficiles à distinguer. Par exemple, pour toute une série de raisons – mauvaise alimentation et accès déficient à des soins de santé adéquats, notamment –, les personnes plus pauvres ont généralement davantage de problèmes de santé. Mais, dans une société très inégalitaire, d'autres facteurs peuvent-ils également jouer ? Les réponses à ces questions sont importantes. En effet, les politiques à mettre en œuvre peuvent différer selon qu'elles ciblent la pauvreté

(prestations destinées aux familles à faible revenu, par exemple) ou les inégalités (imposition beaucoup plus élevée des hauts revenus, par exemple).

À l'heure actuelle, l'idée selon laquelle les inégalités causent toute une série de problèmes sociaux et de santé donne lieu à de vifs débats. Selon les épidémiologistes britanniques Kate Pickett et Richard Wilkinson, il existe bien un lien particulier entre les inégalités et « toutes sortes de maux sociaux » tels que les décrit *The Economist* : « délinquance accrue, taux de mortalité infantile plus élevés, obésité chez les adultes, espérance de vie réduite, grossesses adolescentes plus fréquentes, augmentation des discriminations contre les femmes, et ainsi de suite ». Quand les êtres humains se perçoivent comme socialement inférieurs, expliquent ces chercheurs, leur organisme sécrète du cortisol, une hormone associée à une élévation de la tension artérielle et des niveaux de sucre, lesquels peuvent conduire à diverses affections. Les conséquences sociales du stress viendraient de ce que le cortisol tendrait à l'emporter sur d'autres hormones socialement utiles, comme l'ocytocine, qui joue un rôle essentiel dans l'établissement de relations de confiance. Ces recherches ont toutefois été contestées, non seulement pour des questions liées aux données, mais aussi, selon certaines critiques, parce que les comparaisons internationales ne prennent pas en compte d'autres facteurs tels que le régime alimentaire et la génétique propres à chaque pays.

Un examen indépendant de ces recherches, commandé par la Joseph Rowntree Foundation au Royaume-Uni, donne probablement la meilleure synthèse de l'état actuel de la réflexion. Il y a un consensus pour dire qu'il existe une *corrélation* entre inégalités, d'une part, et problèmes sociaux et problèmes de santé, de l'autre. Cependant, « on s'entend moins sur la question de savoir si, indépendamment de tout autre facteur, les inégalités de revenu sont une source de problèmes de santé et de problèmes sociaux, mais certaines études rigoureuses ont apporté des preuves allant dans ce sens ». Vu la hausse générale des inégalités, il est probable que d'autres recherches seront menées dans ce domaine.



Extrait de :
Income Inequality
The Gap between Rich and Poor

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264246010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Keeley, Brian (2018), « Comment les inégalités de revenu affectent-elles nos vies ? », dans *Income Inequality : The Gap between Rich and Poor*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264300408-6-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.